



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

Note de conjoncture

1er trimestre 2024



**Département
de l'Ain**



Chiffre d'affaires (Données cumulées entre le 1er janvier et le 31 mars 2024)	↘	-0,6 % sur un an
Créations d'entreprises (T1 2024)	↗	+18,9 % sur un an
Activité hôtelière (T1 2024)	↘	-1,2 % sur un an
Autorisations de construire de logements neufs (Données cumulées de début avril 2023 à fin mars 2024)	↘	-30,1 % sur un an
Mises en chantier de logements neufs (Données cumulées de début avril 2023 à fin mars 2024)	↘	-39,5 % sur un an
Déclarations préalables à l'embauche (DPAE) (T1 2024)	↗	+2,1 % sur un an
Emplois salariés (T1 2024)	↗	+0,2 % sur un trimestre
Intérim (T1 2024)	↗	+1,4 % sur un trimestre
Taux de chômage (T1 2024)	→	stable sur un trimestre
Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en catégories ABC (T1 2024)	↗	+0,1 % sur un trimestre
Revenu de solidarité active (RSA) (Mars 2024)	↗	+1,2 % sur un an
Prime d'activité (Mars 2024)	↘	-4,7 % sur un an

Économie

En cumul, entre début janvier et fin mars 2024, le chiffre d'affaires des entreprises est en baisse de 0,6% par rapport à la même période, un an auparavant (+0,4% à l'échelon régional) : -1,4% dans l'industrie manufacturière, -1,4% dans la construction et +0,3% dans le commerce et la réparation automobile.

L'investissement des entreprises est en baisse de 10,2% par rapport à la même période, un an auparavant (-3,5% à l'échelon régional).

Le montant des exportations enregistré au 1er trimestre 2024 est supérieur de 11,5% à celui du 1er trimestre 2023.

La fréquentation hôtelière sur un an (mesurée à partir du nombre de nuitées) a diminué de 1,2% au 1er trimestre 2024 par rapport au même trimestre de l'année précédente (+0,4% en moyenne régionale).

En année glissante allant de début avril 2023 à fin mars 2024, les autorisations de construire des logements neufs ont reculé de 30,1% sur un an (-20,8% à l'échelon régional) et celles des locaux neufs ont reculé de 41,3% (-7,4% à l'échelon régional). Les mises en chantier de logements neufs ont reculé de 39,5% (-25,8% en région) et celles de locaux neufs ont augmenté en moyenne de 8,8% sur un an (-13,9% au niveau régional).

Au 1er trimestre 2024, le nombre de créations d'entreprises est de 2 490, en augmentation de 18,9% sur un an (35 667 créations en région; +14,8% sur un an).

Intentions d'embauche et emploi salarié

Le nombre d'intentions d'embauche (Déclarations préalables à l'embauche) au 1er trimestre 2024 est en hausse de 2,1% sur un an.

Le nombre d'emplois salariés (209 465) augmente de 0,2% (+0,2% à l'échelon régional sur le trimestre). L'augmentation globale des emplois masque des évolutions sectorielles contrastées*: baisse de 2,1% dans l'agriculture, diminution de 0,2% dans l'industrie, retrait de 1,1% dans la construction, accroissement de 0,6% dans le tertiaire marchand et accroissement de 0,4% dans le tertiaire non marchand. Tous secteurs confondus, le nombre d'intérimaires est en hausse de 1,4 %.

Le nombre d'emplois salariés augmente (+0,3%) sur un an (+0,6% à l'échelon régional).

** L'intérim n'est pas considéré comme un secteur. Il est ventilé par secteur d'activité de l'entreprise utilisatrice.*

Chômage

En stabilité par rapport au 4ème trimestre 2023, le taux de chômage s'établit à 5,7% au 1er trimestre 2024 (6,4% à l'échelon régional, -0,1 point). Sur un an, son évolution est de +0,4 point.

Le nombre moyen de demandeurs d'emploi de catégorie A (22 920) s'est accru au 1er trimestre 2024 de 0,3% après une hausse de 0,7% au trimestre précédent. En prenant en considération les personnes en activité réduite, l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits en catégories ABC (43 470 en moyenne trimestrielle) s'est accru (+0,1%).

Sur un an, le nombre moyen de demandeurs d'emploi a progressé de 2,3% pour la catégorie A et s'est accru de 0,9% pour l'ensemble des catégories ABC. Le nombre moyen de demandeurs d'emploi de longue durée (catégories ABC) a augmenté de 0,1% (-0,6% en région) et leur part est passée de 41,4% à 41,1% (moyenne régionale: 42,6%).

La durée d'ancienneté moyenne d'inscription à France Travail s'établit à 487 jours (554 jours dans la région).

Prestations sociales

Sur un an, le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA) progresse de 1,2% et celui des allocataires de la prime d'activité baisse de 4,7%.

SOMMAIRE

1. ACTIVITE ÉCONOMIQUE

1.1 Chiffre d'affaires des entreprises.....	6
1.2 Investissement des entreprises.....	6
1.4 Suivi des taux de restes à recouvrer (impayés).....	7
1.5 Exportations.....	8
1.6 Conjoncture hôtelière.....	8
1.7 Immobilier.....	8
1.8 Créations d'entreprises.....	8

2. EMPLOI SALARIE

2.1 Emploi salarié (secteur marchand).....	9
2.2 Déclarations préalables à l'embauche, hors intérim.....	10
2.3 Activité partielle.....	11
2.4 Les ruptures collectives de contrats de travail.....	11
2.5 Licenciements économiques	11

3. CHOMAGE

3.1 Taux de chômage.....	12
3.2 Demande d'emploi en fin de mois.....	12
3.3 Part des inscriptions à France Travail suite à un contrat court (CDD, intérim).....	13
3.4 Durée d'inscription à France Travail.....	13

4. PRESTATIONS SOCIALES

4.1 Revenu solidarité active (RSA).....	14
4.2 Garantie Jeunes	14
4.3 Allocation de solidarité spécifique (ASS).....	15
4.4 Prime d'activité.....	15

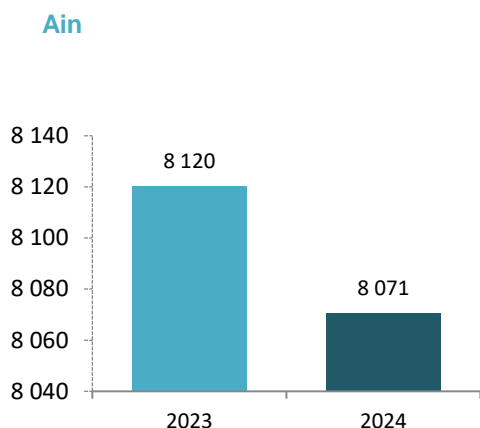
1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

1.1 Chiffres d'affaires des entreprises (M€)

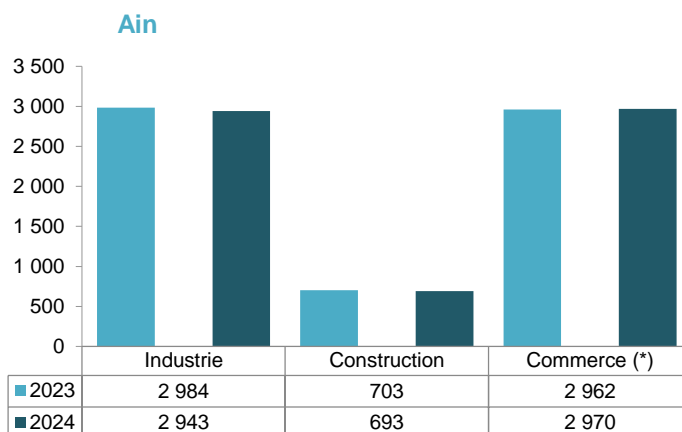
Source : DGFIP - Cumul du 1er janvier au 31 mars 2024

Champ : entreprises privées dont le siège est dans l'Ain pour les données départementales et en Auvergne-Rhône-Alpes pour les données régionales.

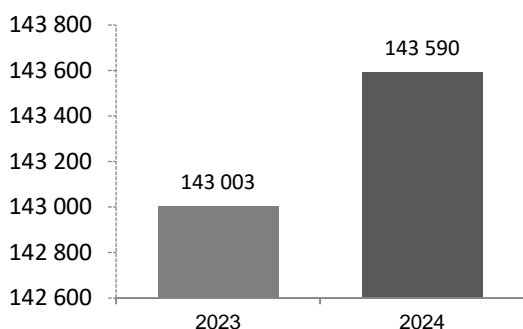
Tous secteurs d'activité confondus



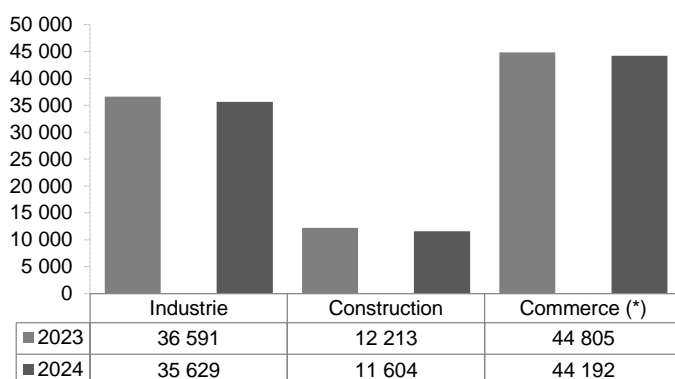
Dans trois grands secteurs d'activité (M€)



Région



Région

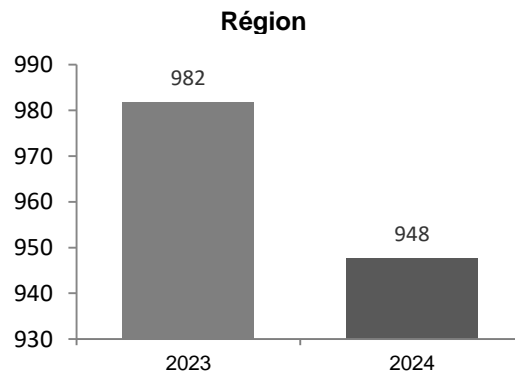
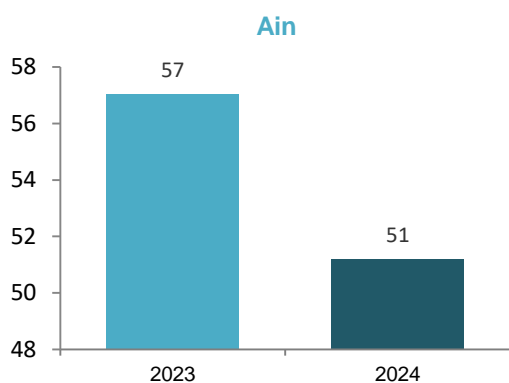


(*) Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (GZ)

1.2 Investissements des entreprises (M€)

Source : DGFIP - Cumul du 1er janvier au 31 mars 2024

Champ : entreprises privées dont le siège est dans l'Ain pour les données départementales et en Auvergne-Rhône-Alpes pour les données régionales.



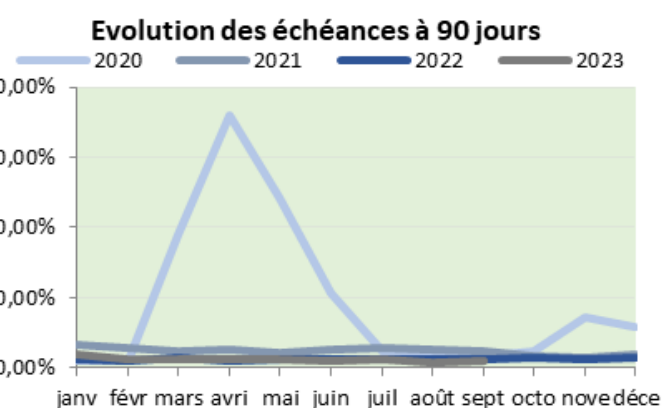
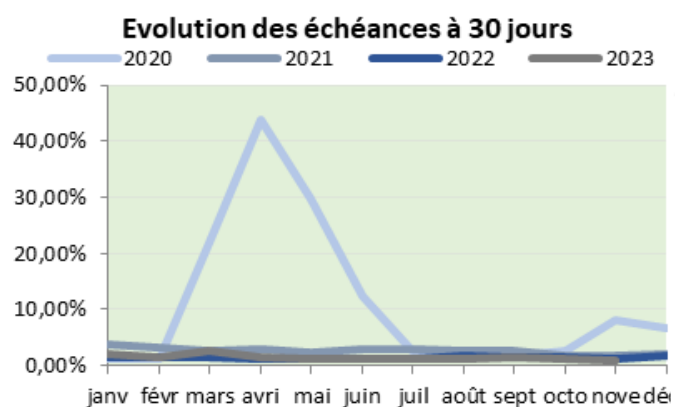
Les indicateurs de chiffre d'affaires et d'investissement (TVA déductible sur les immobilisations) correspondent aux données figurant sur les déclarations de TVA déposées par les acteurs économiques de la région et portent désormais sur la période d'activité des entreprises et non plus sur la date de déclaration auprès de l'administration fiscale (pour les années 2022 et 2023).

1.3 Suivi des taux de restes à recouvrer (impayés)

Source : Baromètre de l'URSSAF Auvergne et de l'URSSAF Rhône-Alpes

Cumul du 1er janvier 2024 au 31 mars 2024

Données observées à fin décembre 2023	Taux en montant	Évolution 2023/2022
Échéance + 30 jours(mois de l'échéance)	1,02% (nov-2023)	-0,3 pt
Échéance + 90 jours(mois de l'échéance)	0,96% (sept-2023)	-0,3 pt

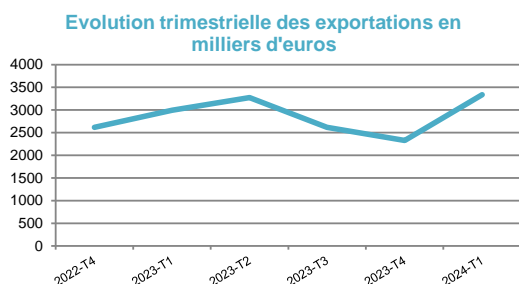


1.4 Exportations

Source : Douanes françaises

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2024

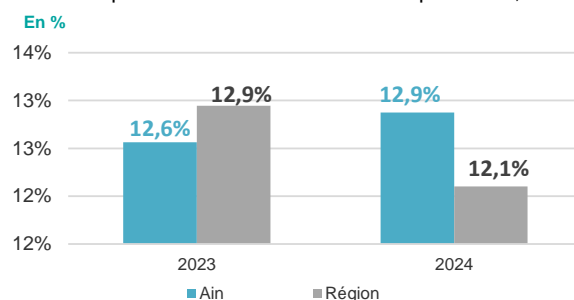
Part des exportations dans le total régional: 17,6 %



Source : DGFIP

Cumul du 1er janvier au 31 mars 2024

Part des exportations dans le CA des entreprises: 12,9%



1.5 Conjoncture hôtelière

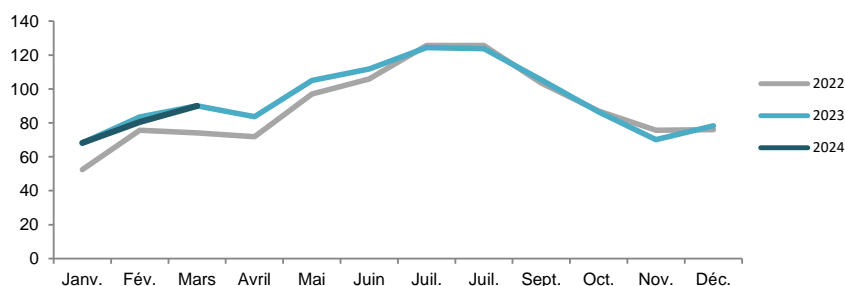
Source : Enquête hôtellerie - INSEE/DGE/Comités régionaux du tourisme

Données brutes - 1er trimestre 2024

	T1 2023	T1 2024	Evolution annuelle (%)	
	Ain		Ain	Région
Nbre de nuitées (hôtellerie)	242	239	-1,2%	0,4%
% total régional	3,6%	3,6%		

En raison de la crise sanitaire, les données des mois de novembre 2020 à avril 2021 ne sont pas disponibles.

Evolution du nombre de nuitées dans l'hôtellerie



1.6 Immobilier

Source : SDES-DREAL-Sit@del2

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2024

	Ain		Région	
	Nombre (sur une année glissante)	Evolution annuelle (*)	Nombre (sur une année glissante)	Evolution annuelle (*)
Logements neufs (en nombre de logements)				
Autorisations de construire	4 080	-30,1%	48 890	-20,8%
Mises en chantier	2 930	-39,5%	37 710	-25,8%
Locaux neufs (en milliers de m²)				
Autorisations de construire	427	-41,3%	4 900	-7,4%
Mises en chantier	321	8,8%	2 739	-13,9%

(*) % entre dernière année glissante et même période de l'année précédente.

1.7 Créations d'entreprises

Source : INSEE, REE (Répertoire des entreprises et des établissements)

Données brutes - 1er trimestre 2024

	Ain		Région	
	Nombre	Evolution annuelle	Nombre	Evolution annuelle
Nombre de créations d'entreprises	2 490	18,9%	35 667	14,8%
Dont micro-entreprises	1 646	15,8%	23 267	14,9%

2. EMPLOI SALARIE

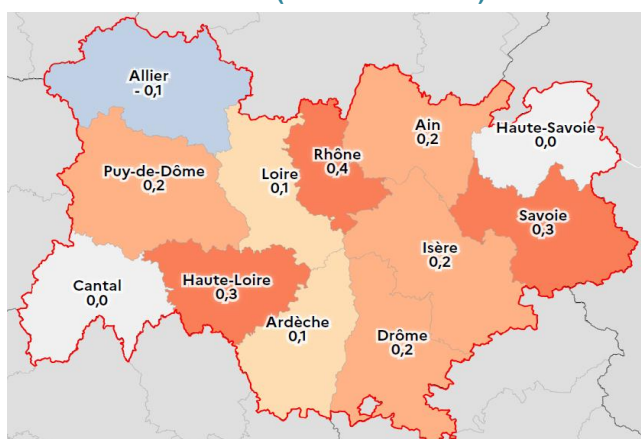
2.1 Emploi salarié

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Données CVS

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2024

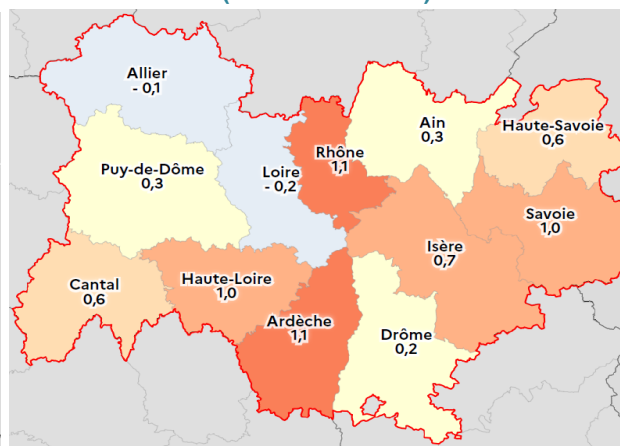
Ain	1er trimestre 2023	4ème trimestre 2023	1er trimestre 2024	Evolutions (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Agriculture	2 355	2 364	2 313	-2,1	-1,8
Industrie	50 374	49 915	49 817	-0,2	-1,1
Construction	14 609	14 465	14 305	-1,1	-2,1
Tertiaire marchand	79 828	80 123	80 626	0,6	1,0
Tertiaire non marchand	61 593	62 133	62 404	0,4	1,3
Total	208 759	209 000	209 465	0,2	0,3
Intérim	9 280	8 577	8 693	1,4	-6,3
Hors Intérim	199 479	200 423	200 772	0,2	0,6

Evolution trimestrielle des emplois (en %) (T1 2024 / T4 2023)



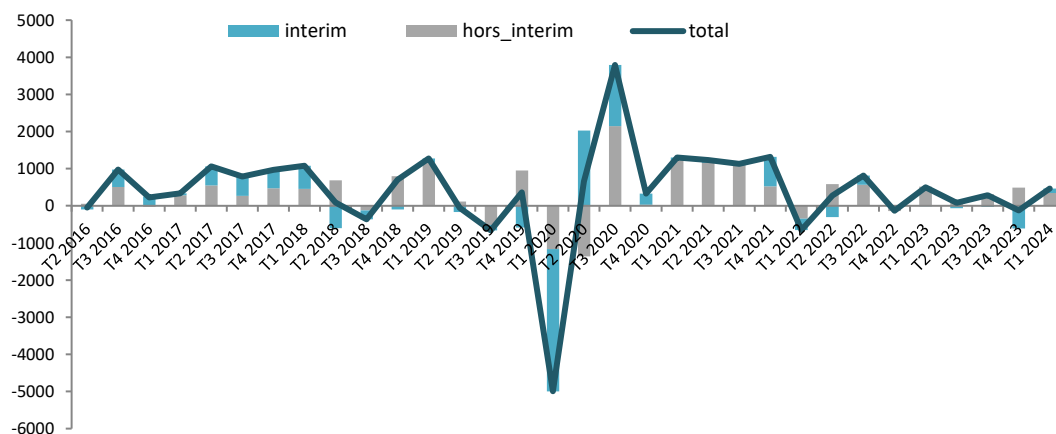
Auvergne-Rhône-Alpes : +0,2%

Evolution annuelle des emplois (en %) (T1 2024 / T1 2023)



Auvergne-Rhône-Alpes : +0,6%

Contribution de l'emploi intérimaire et hors intérimaire à la variation trimestrielle de l'emploi salarié (en nombre d'emploi)



2.2 Déclarations préalables à l'embauche, hors intérim

Source : Baromètre de l'URSSAF Auvergne et de l'URSSAF Rhône-Alpes

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2024

Répartition et évolution des déclarations préalables à l'embauche selon la nature du contrat

Contrat (Hors Interim)	CDI		CDD courts		CDD longs		Total	
	Niveau (en milliers)	Evolution Annuelle (en %)	Niveau (en milliers)	Evolution Annuelle (en %)	Niveau (en milliers)	Evolution Annuelle (en %)	Niveau (en milliers)	Evolution Annuelle (en %)
Ain	9,4	0,0%	21,2	4,2%	7,3	-0,8%	37,9	2,1%
Région	148,1	-3,3%	463,9	4,7%	156,0	-1,6%	768,0	1,7%

Données CVS

Répartition et évolution des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) par secteur d'activité

Secteur d'activité (hors Interim)	Nombre de DPAE* T1 2024		Evolution annuelle T1 2024 / T1 2023	
	Ain	Région	Ain	Région
Industrie (B à E)	2,4		-11,1%	-7,1%
Construction (FZ)	1,2		-4,4%	-9,8%
Services (G à U)	31,0		6,1%	0,9%
Dont :				
<i>Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (GZ)</i>	4		1,6%	-3,1%
<i>Hébergement-restauration (IZ)</i>	4		2,8%	-0,1%
<i>R&D + Autres activités scientifiques et techniques (MB + MC)</i>	0		-34,0%	-0,3%
<i>Santé, action sociale, administration, éducation ** (QA+QB+OZ+PZ)</i>	12,4		16,4%	6,3%

Données brutes

* Données en milliers

** Activités pour la santé humaine (QA) + Action sociale et hébergement médico-social (QB)

+ Administration publique (OZ) + Education (PZ)

Attention, les chiffres du 1er tableau sont des données CVS, tandis que ceux du 2ème tableau sont des données brutes.

2.3 Activité partielle

Source : SI APART/DSN - ASP/DGEFP/Dares

Dernières données disponibles : 2e trimestre 2023

	Nombre de salariés concernés en moyenne, chaque mois, au T2 2023	Nombre d'heures indemnisées en moyenne, chaque mois, au T2 2023
REGION	7 645	626 325
AIN	875	54 080

2.4 Les ruptures collectives de contrats de travail

Source : ASP-DGEFP, SI sur les ruptures collectives de contrats de travail, Traitements DREETS ARA

Dernières données disponibles : Cumul du 1er janvier au 31 mars 2024

Les procédures de licenciements d'au moins 10 salariés sur une période de 30 jours, dans les entreprises d'au moins 50 salariés, doivent donner lieu à un accord collectif validé par la DREETS ou à un document unilatéral de l'employeur homologué également par la DREETS.

	Nombre d'emplois concernés au début*		Nombre d'emplois concernés à la demande	
	Ain	Région	Ain	Région
Plans de sauvegarde de l'emploi	98	744	2	100
Ruptures conventionnelles collectives	0	0	0	15
Licenciements économiques collectifs de moins de 10 salariés*	127	1 244	127	1 244
Licenciements économiques collectifs de 10 salariés ou plus	10	653	0	0

* Le nombre de ruptures de contrat de travail annoncé au début d'un dossier peut évoluer tout au long du processus de négociation.

** licenciements notifiés

Chiffres couvrant la période du 1er janvier au 31 mars 2024

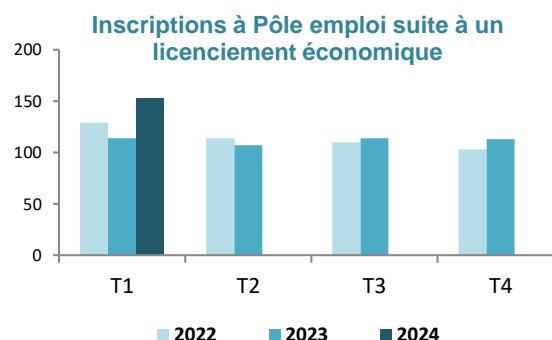
2.5 Licenciements économiques

Source : France Travail - DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Données en moyenne trimestrielle - Dernières données disponibles : 1er trimestre 2024

Nombre d'inscriptions suite à licenciement économique (en données brutes)

T1 2023	T1 2024	Evolution annuelle (%)	
Ain		Ain	Région
114	153	33,8	30,5



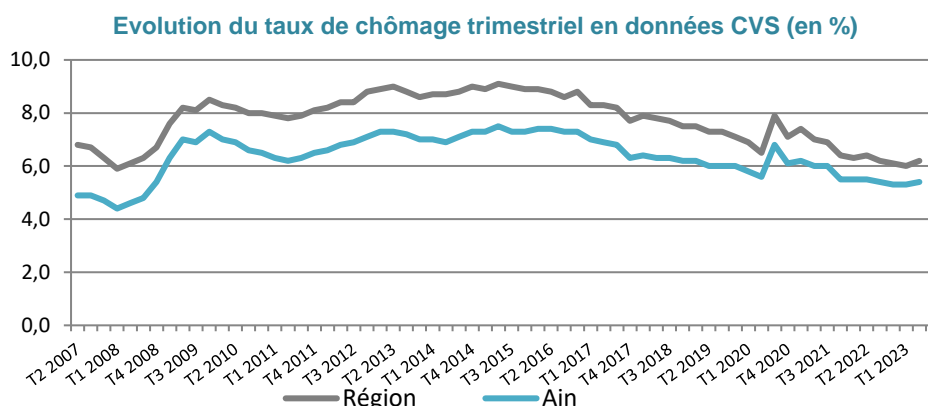
3. CHOMAGE

3.1 Taux de chômage

Source : Insee, CVS

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2024

	T4 2019	T1 2023	T4 2023	T1 2024
Ain	6,0	5,3	5,7	5,7
Région	7,1	6,0	6,5	6,4



Les chiffres du taux de chômage par département du 1er trimestre 2024 seront disponibles en juillet 2024.

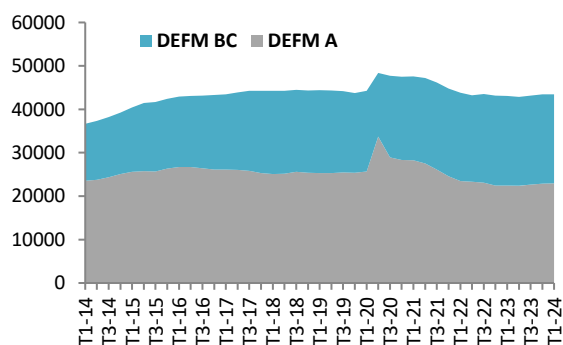
3.2 Demande d'emploi en fin de mois

Source : France Travail -Dares,STMT- DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

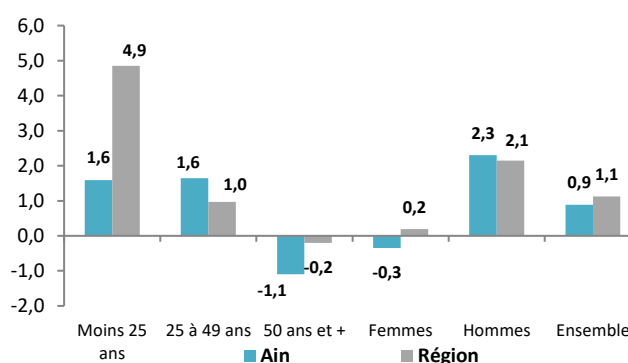
Données CVS-CJO en moyenne trimestrielle - Dernières données disponibles : 1er trimestre 2024

A : en recherche active d'emploi, disponibles, sans emploi :	22 920
B+C : en recherche active d'emploi, en activité réduite (courte et longue) :	20 550
A+B+C : en recherche active :	43 470

Nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC



Evolution annuelle (T1 2024/T1 2023) des DEFM cat. ABC en fonction du sexe et de l'âge (en %)



3.3 Part des inscriptions à France Travail suite à un contrat court (CDD, intérim)

Source : France Travail -Dares,STMT- DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Données brutes, entrées sur le trimestre rapportées au nombre moyen de DEFM ABC sur le trimestre- 1er trimestre 2024

Données brutes (en %)	1er trimestre 2023	1er trimestre 2024
Ain	7,7	7,6
Région	7,6	7,3

3.4 Durée d'inscription à France Travail

Source : France Travail -Dares,STMT- DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Données brutes en moyenne trimestrielle - 1er trimestre 2024

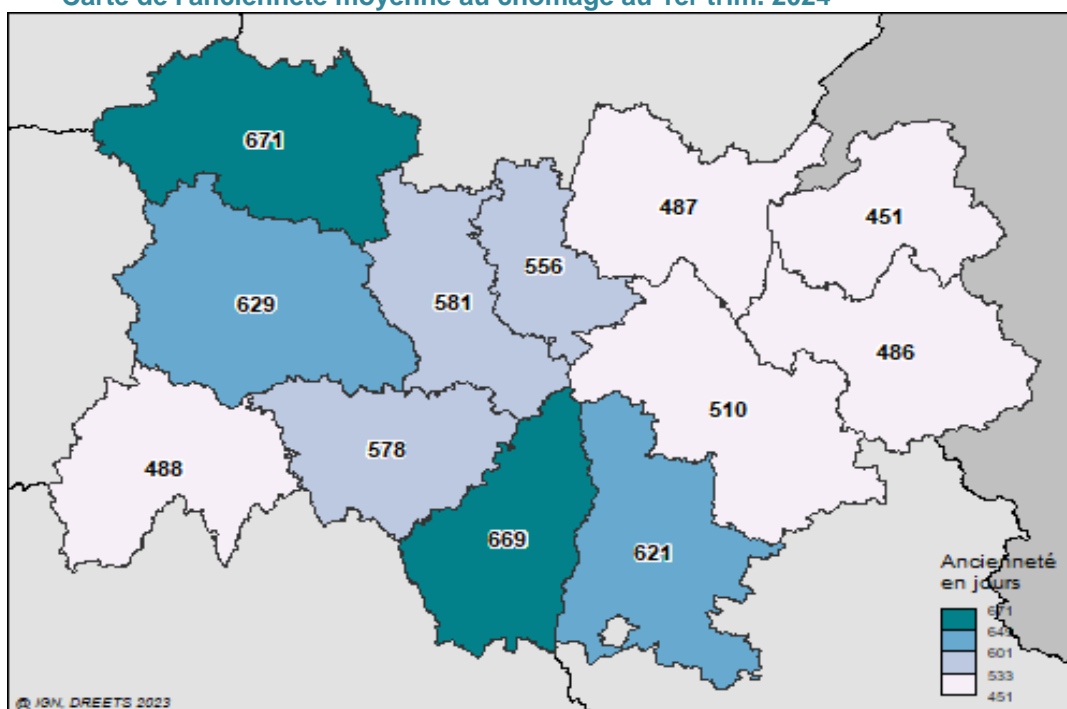
Part de la demande d'emploi de longue et très longue durée

Données CVSCJO (en %)	Ain		Région	
	T1 2023	T1 2024	T1 2023	T1 2024
Part des DELD (>=12 mois)	41,4	41,1	43,3	42,6
Part des DETLD (>=24mois)	22,2	21,1	25,1	23,1

Ancienneté moyenne au chômage

Données brutes (en jours)	1er trim. 2023	1er trim. 2024	Evolution annuelle (en jours)
Ain	496	487	-9
Région	573	554	-19

Carte de l'ancienneté moyenne au chômage au 1er trim. 2024



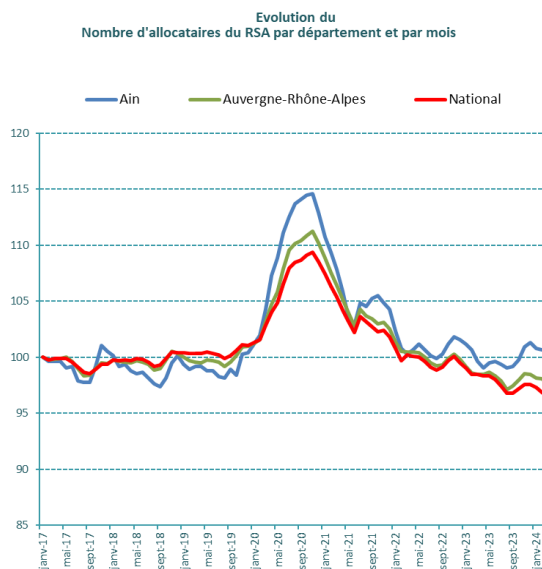
4. PRESTATIONS SOCIALES

4.1 Revenu de solidarité active (RSA)

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA ; France Travail, FNA ; I-Milo, traitement Dares.

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

Nombre d'allocataires	Ain	Région
février 2020	7 810	160 280
mars 2023	7 630	155 330
mars 2024	7 720	154 080
Evol annuelle mars 2023 / mars 2024	1,2%	-0,8%
Evol février 2020 (début crise) / mars 2024	-1,2%	-3,9%



Champ : tous régimes (Cnaf et MSA)
Base 100 au 1er janvier 2017

4.2 Contrat d'engagement jeunes* - Stocks

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA ; France Travail, FNA ; I-Milo, traitement Dares.

Champ: France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de la mission locale et de l'agence France Travail

Nombre de bénéficiaires	Ain	Région
février 2024	1 226	18 327

* Le dispositif n'existe que depuis mars 2022 (d'où l'absence de chiffres pour février 2022)

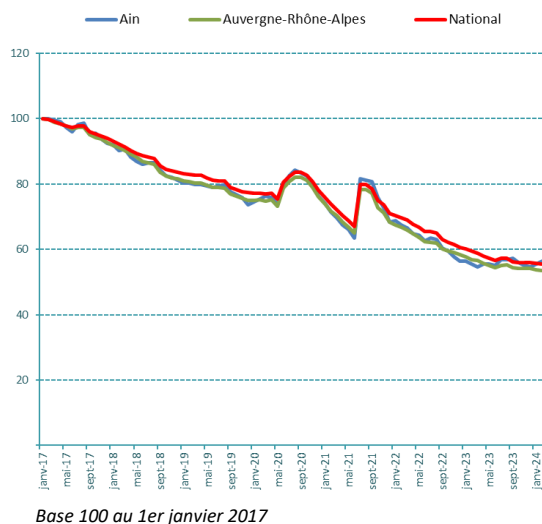
Le 1er mars 2022, le dispositif garantie jeunes a été remplacé par le contrat d'engagement jeune (CEJ). Il s'adresse sous certaines conditions aux jeunes de 16 à 25 ans et aux personnes de moins de 30 ans reconnues handicapées. Ce contrat peut se traduire notamment par des stages, des formations et un service civique. Le but est d'accéder à un emploi durable.

4.3 Allocation de solidarité spécifique (ASS)

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA ; France Travail, FNA ; I-Milo, traitement Dares.
 Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Nombre d'allocataires	Ain	Région
février 2020	1 710	31 860
février 2023	1 260	24 140
février 2024	1 280	22 690
Evol annuelle février 2023 / février 2024	1,6%	-6,0%
Evol février 2020 (début crise) / février 2024	-25,1%	-28,8%

Evolution du Nombre d'allocataires de l'ASS par département et par mois

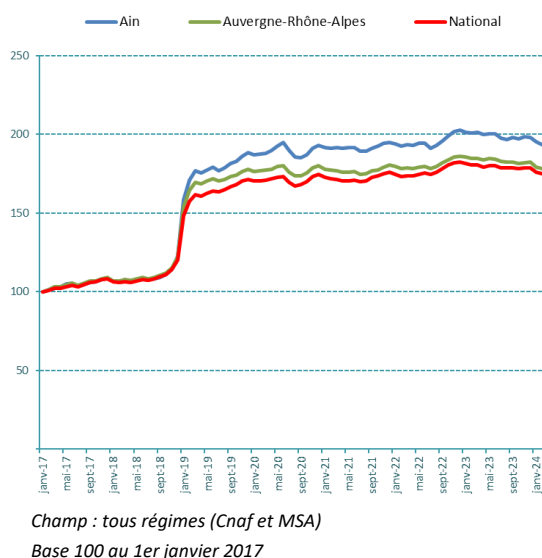


4.4 Prime d'activité

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA ; France Travail, FNA ; I-Milo, traitement Dares.
 Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

Nombre d'allocataires	Ain	Région
février 2020	33 660	512 650
mars 2023	36 140	535 480
mars 2024	34 440	512 770
Evol annuelle mars 2023 / mars 2024	-4,7%	-4,2%
Evol février 2020 (début crise) / mars 2024	2,3%	0,0%

Evolution du Nombre d'allocataires de la prime d'activité par département et par mois



PS: Toutes les données 2023 sont provisoires et sujettes à révision (traitements DREES).

Directrice de la publication : Isabelle NOTTER

Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités d'Auvergne-Rhône-Alpes
Service Etude, Statistique, Evaluation (SESE)

Note réalisée par Olivier JACOD (DREETS),
avec la contribution de Sébastien CRESSOT (DRFIP) et des correspondants des Cellules Statistiques URSSAF

Photos sur la couverture : © Phovoir.fr ; @Fotolia.com
Tour Swisslife – 1, Boulevard Vivier Merle – 69443 LYON CEDEX 03
Téléphone : 04 72 68 29 00 – Télécopie : 04 72 68 29 29

Internet : <http://www.auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr>

Service communication DREETS -ARA

Copyright-MINEFI-©Gorodenkoff - stock.adobe.com

Copyright-MINEFI-©Nordreisender - stock.adobe.com

Copyright-MINEFI-©Catherine CLAVERY - stock.adobe.com



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

